



KPMG SA  
Tour EQHO  
2 Avenue Gambetta  
CS 60055  
92066 Paris La Défense Cedex

# Oise-les-Vallées

## Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

Oise-les-Vallées

1 Rue du Maréchal de Lattre de Tassigny - 60100 CREIL

KPMG SA, société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.  
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration  
Siège social :  
Tour EQHO  
2 avenue Gambetta  
CS 60055  
92066 Paris La Défense Cedex  
Capital social : 5 497 100 €  
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA  
Tour EQHO  
2 Avenue Gambetta  
CS 60055  
92066 Paris La Défense Cedex

## Oise-les-Vallées

1 Rue du Maréchal de Lattre de Tassigny - 60100 CREIL

### Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

Aux membres de l'Assemblée Générale de l'association Oise-les-Vallées,

## Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Oise-les-Vallées relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

## Fondement de l'opinion

### Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

## Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.



### **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

### **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.





Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris la Défense, le 17 juin 2025

KPMG SA

Géraldine  
Roosen  
2025.06.17  
08:11:49 +02'00'

Géraldine Roosen

Commissaire aux comptes

## Bilan actif

	Brut	Amortissements Dépréciations	Net au 31/12/2024	Net au 31/12/2023
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>				
<i>Immobilisations incorporelles</i>				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, licences, logiciels, droits et valeurs similaires	25 616	22 468	3 147	6 591
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
<i>Immobilisations corporelles</i>				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériels et outillages industriels				
Autres immobilisations corporelles	93 445	86 994	6 451	4 862
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
<i>Biens reçus par legs ou donations</i>				
<i>Immobilisations financières</i>				
Participations et créances rattachées				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	6 515		6 515	6 515
<b>Total I</b>	<b>125 576</b>	<b>109 462</b>	<b>16 114</b>	<b>17 969</b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>				
<i>Stocks et en-cours</i>				
Stocks et en-cours de production (biens et services)				
Avances et acomptes versés sur commandes				
<i>Créances</i>				
Créances usagers et comptes rattachés	23 722	23 722		180 539
Créances reçues par legs ou donations				
Autres créances	25 479		25 479	20 926
<i>Autres postes de l'actif circulant</i>				
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	508 715		508 715	305 808
Charges constatées d'avance	14 024		14 024	13 382
<b>Total II</b>	<b>571 939</b>	<b>23 722</b>	<b>548 217</b>	<b>520 654</b>
<i>Frais d'émission des emprunts (III)</i>				
<i>Primes de remboursement des emprunts (IV)</i>				
<i>Ecart de conversion – Actif (V)</i>				
<b>TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)</b>	<b>697 515</b>	<b>133 184</b>	<b>564 331</b>	<b>538 623</b>
<i>Legs nets à réaliser :</i>				
<i>acceptés par les organes statutairements compétents</i>				
<i>autorisés par l'organisme de tutelle</i>				
<i>Dons en nature restant à vendre :</i>				

## Bilan passif

	Exercice 31/12/2024	Exercice 31/12/2023
<b>FONDS PROPRES</b>		
<i>Fonds propres sans droit de reprise</i>		
<i>Fonds propres statutaires</i>		
<i>Fonds propres complémentaires</i>		
<i>Fonds propres avec droit de reprise</i>		
<i>Fonds statutaires</i>		
<i>Fonds propres complémentaires</i>		
<i>Ecart de réévaluation</i>		
<i>Réserves</i>		
<i>Réserves statutaires ou contractuelles</i>		
<i>Réserves pour projets de l'entité</i>		
<i>Autres réserves</i>		
<i>Report à nouveau</i>	399 312	395 468
<b>Excédent ou déficit de l'exercice</b>	33 845	3 844
<b>Situation nette (sous-total)</b>	433 157	399 312
<i>Fonds propres consommables</i>		
<i>Subventions d'investissement</i>		
<i>Provisions réglementées</i>		
<b>Total I</b>	433 157	399 312
<b>FONDS REPORTES ET DEDIES</b>		
<i>Fonds reportés liés aux legs ou donations</i>		
<i>Fonds dédiés</i>		
<b>Total II</b>		
<b>PROVISIONS</b>		
<i>Provisions pour risques</i>		
<i>Provisions pour charges</i>	10 806	
<b>Total III</b>	10 806	
<b>DETTES</b>		
<i>Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)</i>		
<i>Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit</i>		
<i>Emprunts et dettes financières diverses</i>		
<i>Avances et commandes reçues sur commandes en cours</i>		
<i>Dettes fournisseurs et comptes rattachés</i>	7 425	12 615
<i>Dettes des legs ou donations</i>		
<i>Dettes fiscales et sociales</i>	110 943	126 697
<i>Dettes sur immobilisations et comptes rattachés</i>		
<i>Autres dettes</i>		
<i>Instruments de trésorerie</i>		
<i>Produits constatés d'avance</i>	2 000	
<b>Total IV</b>	120 368	139 312
<i>Ecart de conversion passif (V)</i>		
<b>TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)</b>	564 331	538 623

(1) Dont à plus d'un an (a)	
Dont à moins d'un an (a)	120 368
(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque	
(3) Dont emprunts participatifs	
(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours	



## Compte de résultat

	Exercice 31/12/2024	Exercice 31/12/2023
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>		
<i>Cotisations</i>	196 011	196 212
<i>Ventes de biens et de services</i>		
<i>Ventes de biens</i>		
<i>Dont ventes de dons en nature</i>		
<i>Ventes de prestations de services</i>		19 500
<i>Dont parrainages</i>		
<i>Produits de tiers financeurs</i>		
<i>Concours publics et subventions d'exploitation</i>	599 223	544 560
<i>Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable</i>		
<i>Ressources liées à la générosité du public</i>		
<i>Dont Dons manuels</i>		
<i>Dont Mécénats</i>		
<i>Dont Legs, donations et assurances-vie</i>		
<i>Contributions financières</i>		
<i>Reprises sur amort., dépréciations, provisions et transferts de charges</i>	967	
<i>Utilisation des fonds dédiés</i>		
<i>Autres produits</i>		483
<b>Total I</b>	<b>796 201</b>	<b>760 755</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>		
<i>Achats de marchandises</i>		
<i>Variation des stocks</i>		
<i>Autres achats et charges externes</i>	117 101	114 208
<i>Aides financières</i>		
<i>Impôts, taxes et versements assimilés</i>	18 205	25 033
<i>Salaires et traitements</i>	432 678	438 778
<i>Charges sociales</i>	157 714	166 767
<i>Dotations aux amortissements et aux dépréciations</i>	28 577	13 256
<i>Dotations aux provisions</i>	10 806	
<i>Reports en fonds dédiés</i>		
<i>Autres charges</i>	1	194
<b>Total II</b>	<b>765 081</b>	<b>758 236</b>
<b>1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)</b>	<b>31 120</b>	<b>2 519</b>
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>		
<i>De participation</i>		
<i>D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé</i>		
<i>Autres intérêts et produits assimilés</i>	3 587	3 048
<i>Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges</i>		
<i>Différences positives de change</i>		
<i>Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement</i>		
<b>Total III</b>	<b>3 587</b>	<b>3 048</b>
<b>CHARGES FINANCIERES</b>		
<i>Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions</i>		
<i>Intérêts et charges assimilées</i>		
<i>Différences négatives de change</i>		
<i>Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement</i>		
<b>Total IV</b>		
<b>2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)</b>	<b>3 587</b>	<b>3 048</b>

## Compte de résultat

<b>3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)</b>	<b>34 706</b>	<b>5 567</b>
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>		
<i>Sur opérations de gestion</i>		
<i>Sur opérations en capital</i>		
<i>Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges</i>		
<b>Total V</b>		
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>		
<i>Sur opérations de gestion</i>		
<i>Sur opérations en capital</i>		
<i>Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions</i>		
<b>Total VI</b>		
<b>4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)</b>		
<b>Participation des salariés aux résultats (VII)</b>		
<b>Impôts sur les bénéfices (VIII)</b>	<b>861</b>	<b>1 723</b>
<b>Total des produits (I+III+V)</b>	<b>799 788</b>	<b>763 803</b>
<b>Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)</b>	<b>765 942</b>	<b>759 959</b>
<b>EXCEDENT OU DEFICIT</b>	<b>33 845</b>	<b>3 844</b>



## Annexe

## Règles et méthodes comptables

Désignation de l'association : OISE LES VALLEES

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2024, dont le total est de 564 331 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un excédent de 33 845 euros. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

### Description de l'objet social, des activités ou missions sociales réalisées et des moyens mis en oeuvre

L'Association a pour but la réalisation, d'une part, de toute étude d'urbanisme ou à caractère économique, social ou environnemental nécessaire à la mise en oeuvre d'un aménagement équilibré du territoire de la vallée de l'Oise et, d'autre part, de toutes les actions concernant la réussite de la technopole constituée sur le territoire.

L'Association a pour grandes missions :

– planification de la stratégie, politique d'habitat, mobilité durable, nature de la ville, observations, communication et marketing.

Ces missions sont définies annuellement avec son programme partenarial intéressant plusieurs partenaires et adopté par le Conseil d'Administration de l'agence.

Le principal partenaire est la Fédération nationale des agences d'urbanisme (Fnau) regroupant 50 agences d'urbanisme réparties sur l'ensemble du territoire métropolitain et ultramarin.

Elle est composée d'une direction, d'un centre de ressources et de chargés d'études pluridisciplinaires.

### Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2024 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement 2018-06 de l'Autorité des Normes Comptables relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

### Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

## Règles et méthodes comptables

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

### Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- \* Installations générales, agencements et aménagements divers : 10 ans
- \* Matériel de transport : 4 à 5 ans
- \* Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- \* Matériel informatique : 3 ans
- \* Mobilier : 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'association a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

### Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

### Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.



## Notes sur le bilan

## Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
– Frais d'établissement et de développement				
– Fonds commercial				
– Autres postes d'immobilisations incorporelles	36 067		10 451	25 616
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>36 067</b>		<b>10 451</b>	<b>25 616</b>
– Terrains				
– Constructions sur sol propre				
– Constructions sur sol d'autrui				
– Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
– Installations techniques, matériel et outillage industriels				
– Installations générales, agencements aménagements divers	6 017		329	5 688
– Matériel de transport	13 217			13 217
– Matériel de bureau et informatique, mobilier	81 073	3 000	9 533	74 540
– Emballages récupérables et divers				
– Immobilisations corporelles en cours				
– Avances et acomptes				
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>100 307</b>	<b>3 000</b>	<b>9 862</b>	<b>93 445</b>
– Participations évaluées par mise en équivalence				
– Autres participations				
– Autres titres immobilisés				
– Prêts et autres immobilisations financières	6 515			6 515
<b>Immobilisations financières</b>	<b>6 515</b>			<b>6 515</b>
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>142 889</b>	<b>3 000</b>	<b>20 313</b>	<b>125 576</b>

## Notes sur le bilan

## Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
– Frais d'établissement et de développement				
– Fonds commercial				
– Autres postes d'immobilisations incorporelles	29 476	3 444	10 451	22 468
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>29 476</b>	<b>3 444</b>	<b>10 451</b>	<b>22 468</b>
– Terrains				
– Constructions sur sol propre				
– Constructions sur sol d'autrui				
– Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
– Installations techniques, matériel et outillage industriels				
– Installations générales, agencements aménagements divers	2 111	569	329	2 351
– Matériel de transport	13 217			13 217
– Matériel de bureau et informatique, mobilier	80 116	842	9 533	71 426
– Emballages récupérables et divers				
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>95 445</b>	<b>1 411</b>	<b>9 862</b>	<b>86 994</b>
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>124 920</b>	<b>4 855</b>	<b>20 313</b>	<b>109 462</b>

## Actif circulant

## Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 69 739 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
<b>Créances de l'actif immobilisé :</b>			
<i>Créances rattachées à des participations</i>			
<i>Prêts</i>			
<i>Autres</i>	6 515		6 515
<b>Créances de l'actif circulant :</b>			
<i>Créances Clients et Comptes rattachés</i>	23 722	23 722	
<i>Autres</i>	25 479	25 479	
<i>Charges constatées d'avance</i>	14 024	14 024	
<b>Total</b>	<b>69 739</b>	<b>63 224</b>	<b>6 515</b>
<i>Prêts accordés en cours d'exercice</i>			
<i>Prêts récupérés en cours d'exercice</i>			

## Notes sur le bilan

## Provisions

Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
<i>Litiges</i>					
<i>Garanties données aux clients</i>					
<i>Pertes sur marchés à terme</i>					
<i>Amendes et pénalités</i>					
<i>Pertes de change</i>					
<i>Pensions et obligations similaires</i>		10 806			10 806
<i>Pour impôts</i>					
<i>Renouvellement des immobilisations</i>					
<i>Gros entretien et grandes révisions</i>					
<i>Charges sociales et fiscales</i>					
<i>sur congés à payer</i>					
<i>Autres provisions pour risques et charges</i>					
<b>Total</b>		<b>10 806</b>			<b>10 806</b>
<b>Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :</b>					
<i>Exploitation</i>		10 806			
<i>Financières</i>					
<i>Exceptionnelles</i>					



## Notes sur le bilan

## Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 120 368 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
<i>Emprunts obligataires convertibles</i>				
<i>Autres emprunts obligataires</i>				
<i>Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit dont :</i>				
– à 1 an au maximum à l'origine				
– à plus de 1 an à l'origine				
<i>Emprunts et dettes financières divers</i>				
<i>Dettes fournisseurs et comptes rattachés</i>	7 425	7 425		
<i>Dettes fiscales et sociales</i>	110 943	110 943		
<i>Dettes sur immobilisations et comptes rattachés</i>				
<i>Groupes–Associés et autres dettes</i>				
<i>Produits constatés d'avance</i>	2 000	2 000		
<b>Total</b>	<b>120 368</b>	<b>120 368</b>		
<i>Emprunts souscrits en cours d'exercice</i>				
<i>Emprunts remboursés sur l'exercice</i>				
<i>Dettes contractées auprès des associés</i>				

## Notes sur le bilan

## Charges à payer

	Montant
<i>Fournisseurs – fact. non parvenues</i>	5 040
<i>Dettes provis. pr congés à payer</i>	43 563
<i>Personnel – autres charges à payer</i>	4 461
<i>Charges sociales s/congés à payer</i>	20 830
<i>Charges sociales – charges à payer</i>	820
<i>Etat – autres charges à payer</i>	135
<i>Taxe sur les salaires CAP</i>	2 583
<b>Total</b>	<b>77 432</b>

## Comptes de régularisation

## Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
<i>Charges constatées d'avance</i>	14 024		
<b>Total</b>	<b>14 024</b>		

## Produits constatés d'avance

	Produits d'exploitation	Produits Financiers	Produits Exceptionnels
<i>Produits constatés d'avance</i>	2 000		
<b>Total</b>	<b>2 000</b>		

**Notes sur le compte de résultat****Charges et produits d'exploitation et financiers****Rémunération des commissaires aux comptes****Commissaire aux comptes Titulaire**

Honoraire de certification des comptes : 5 080 euros

Honoraire des autres services : 0 euros

**Subventions d'exploitation****Concours publics et subventions**

	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	CAF	Autres	Total
<i>Concours publics</i>						
<i>Subventions d'exploitation</i>		90 666	508 556			599 223
<i>Subventions d'équilibre</i>						
<i>Subventions d'investissement</i>						
						599 223



